

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGGLOMERATION d' AGEN

8 rue André Chénier
BP 90045
47916 Agen

Références : PV/SM/UbD24-47/2025/233
Code AIOT : 0005207257

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement AGGLOMERATION d' AGEN implanté zone industrielle - Avenue Georges GUIGNARD 47550 Boé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGGLOMERATION d' AGEN
- zone industrielle - Avenue Georges GUIGNARD 47550 Boé
- Code AIOT : 0005207257
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 23 novembre 1999, complété par l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2011, pour l'exercice de l'activité de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux. Les déchets qui y sont admis sont issus de la collecte du tri sélectif. En outre, le site accueille un atelier d'entretien de véhicules ainsi qu'une station de distribution de carburant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/09/2011, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
10	Réseau de collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 37	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Débourbeur déshuileur	Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux modifications des activités du site, la situation administrative (rubriques et régimes de classement) n'est pas à jour. L'inspection demande donc à l'exploitant de fournir le détail de la situation actualisée. Le cas échéant, il lui revient de procéder aux cessation(s) d'activité et/ou cessation(s) partielle(s). Cette actualisation doit comporter en outre une déclaration de changement d'exploitant. Le détail des attendus est présenté dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que **l'arrêté d'autorisation prend fin lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de 3 années consécutives** (sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prolongation de délai). La rubrique 2714 actuellement autorisée sera concernée par ce cas de figure à compter du mois de janvier 2026.

A l'exception des deux points suivants :

- l'étanchéité de la rétention de la cuve de carburant, qui doit être démontrée ou rétablie, et ce dans un délai d'un mois ;
 - la justification des opérations d'entretien du débourbeur-déshuileur et de la destination des déchets qui en résultent, à apporter dans un délai d'un mois ;
- les non-conformités constatées sont liées à la situation administrative. Leur régularisation peut être menée selon les modalités déclinées dans les points de contrôle, dans un délai de deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 4
Thème(s) : Situation administrative, déclaration
Prescription contrôlée : Le changement d'exploitant de cette installation classée devra être déclaré au Préfet par le nouvel exploitant dans le mois qui suivra la prise en charge.
Constats : Un changement d'exploitant a été effectué entre la Communauté d'Agglomération d'Agen et l'Agglomération d'Agen. Ce changement n'a pas été déclaré auprès du préfet. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se conforme aux modalités du transfert d'une autorisation environnementale prévues par l'article R181-47 du code de l'environnement, à savoir : "I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire [...]. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit

d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois."

Si le changement n'a porté que sur la dénomination sociale de l'exploitant, celui-ci en informe le préfet sans déclarer de transfert d'autorisation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2011, article 1

Thème(s) : Situation administrative, rubriques et régimes en vigueur

Prescription contrôlée :

L'établissement de la Communauté d'Agglomération d'Agen, situé sur le territoire de la commune de BOE(4550) dans la Zone Industrielle « Coupat » avenue Georges Guignard, est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-2907 du 23 novembre 1999. Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°99-2907 du 23 novembre 1999 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Constats :

La revue des activités du site donne lieu aux constats suivants.

L'exploitant indique que depuis le mois de janvier 2023, les déchets issus du tri sélectif ne transitent plus sur le site. Cette activité relève de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il indique en outre que la collecte des ordures ménagères effectuée de nuit au centre ville d'Agen - laquelle transite par le site de Boé du fait de l'inaccessibilité du site de traitement des déchets en horaires de nuit - représente, à compter de novembre 2025, environ 100t par an, pour environ 330t précédemment. Cette activité relève de la rubrique 2716 de la nomenclature des ICPE.

Enfin, l'exploitant déclare délivrer plus de 100 m³ de carburant par an. Cette activité relève de la rubrique 1435 de la nomenclature des ICPE.

- Rubrique 2714 (transit, regroupement, tri de déchets non dangereux ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) :

Le site est autorisé par arrêté préfectoral au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Suite à modification de ladite nomenclature le régime de l'autorisation n'est plus prévu par cette rubrique ; conséquemment, le site relève du régime de l'enregistrement et l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 s'applique. Cette information figure dans le rapport de visite d'inspection daté du

30/11/2018 ; l'exploitant ne s'est pas positionné sur les règles de procédure à appliquer suite à cette modification de régime. Par défaut, les règles de l'autorisation sont maintenues.

De plus, l'exploitant déclare que les déchets triés d'emballages ne sont plus acheminés sur ce site de Boé. Le site est donc susceptible de ne plus être classé au titre de la rubrique 2714.

- Rubrique 2716 (Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes)

Le transit d'ordures ménagères n'est pas mentionné dans les arrêtés préfectoraux encadrant le site. Au vu des quantités annuelles concernées, et des conditions du transit (une seule benne constatée lors de la visite), les volumes de ces déchets susceptibles d'être présents dans l'installation n'atteignent pas le seuil de la déclaration de la rubrique 2716. Néanmoins, cette modification du site aurait dû être portée à la connaissance de Monsieur le préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

- Rubrique 1435 (station service) :

Le dépassement du seuil de la déclaration prévue par la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (100m³/an) constitue une non-conformité à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2011.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant est invité à actualiser sa situation administrative en précisant les rubriques et les régimes de classement applicables selon les activités exercées sur le site et à engager, le cas échéant, les procédures de cessation d'activité ou de cessation partielle. L'inspection informe l'exploitant que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prolongation de délai, l'arrêté d'autorisation **prend fin lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de 3 années consécutives**. Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation. La rubrique 2714 actuellement autorisée sera concernée par ce cas de figure à compter du mois de janvier 2026.

- Le dépassement du seuil de la déclaration de la rubrique 1435 est **une non-conformité qui appelle régularisation de la situation administrative, dans un délai de 2 mois, soit :**

- en procédant à la cessation d'activité définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, et selon la procédure détaillée aux articles R.512-66-1 à 3 impliquant de faire établir, par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 ;

OU

- en réduisant le volume de carburant délivré annuellement sous 100 m³, auquel cas l'exploitant procède à la cessation d'activité - tel que sus-mentionné - et sollicite des adaptations aux mesures de mise en sécurité de sorte que la distribution de carburant puisse perdurer ;

OU

- en adressant au préfet un porter à connaissance de modification des installations (ajout de la rubrique 1435 sous le régime de la déclaration aux activités du site), lequel démontre en particulier le respect des distances prévues au point 2.1.B de l'annexe I à l'arrêté du 15 octobre 2010 à partir des parois des appareils de distribution ("La distance de 5 mètres est également observée aux limites de la voie publique et aux limites de l'établissement, cette distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté, lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré 2 heures de 2,5 mètres de haut ou lorsque les liquides inflammables distribués sont de catégorie C").
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
Constats :

Le site est équipé d'un téléphone fixe. L'exploitant déclare que les agents disposent de téléphones portables professionnels.

Par sondage, l'inspecteur constate la présence d'extincteurs adaptés aux risques à défendre, lesquels sont étiquetés pour tracer les vérifications annuelles.

L'exploitant présente un rapport de vérification des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie n° BL4341025 faisant suite à l'intervention du 12/06/2025.

Le site est doté d'une réserve de sable et de pelles.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

Le site ne dispose pas de réserve d'eau. Un poteau incendie est présent au sein de la zone d'activité, cependant la distance maximale de 100 m est dépassée.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des faibles volumes de déchets susceptibles d'être présents sur le site conséquemment aux modifications apportées par l'Agglomération d'Agen à la gestion de la collecte des déchets, le risque représenté par un incendie de déchets est très inférieur au risque initial tel qu'encadré par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999 complété par l'arrêté du 22 septembre 2011.

- L'inspection demande à l'exploitant de **démontrer la maîtrise du risque incendie sur la zone de transit des déchets dans un délai d'un mois** (constituée par une benne métallique à l'intérieur d'un bâtiment sans autre usage), notamment en détaillant les capacités des moyens d'extinction (extincteurs, RIA, sable, dont la présence a été constaté lors de la visite d'inspection) au regard du risque à défendre (notamment nature et volume des déchets, conditions de transit).
- Jusqu'à actualisation de la situation administrative des installations, les faits détaillés dans l'encart "constat" ci-dessus et qui constituent des non-conformités pourront faire l'objet de suites administratives. Aussi l'inspection demande-t-elle à l'exploitant d'indiquer, **dans un délai d'un mois**, son choix pour la régularisation de sa situation soit :

- de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 ;

OU

- d'attester, par l'actualisant de sa situation administrative selon les modalités détaillées au point de contrôle n°2, que les seuils de classement fixés par les rubriques 2714 et 2716 ne sont pas atteints.

A défaut, un arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 sera proposé à la signature de Monsieur le préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Installations électriques et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification des installations électriques du 19/08/2025 n°26945530/27.1.1.P, lequel conclut que « notre vérification n'a fait l'objet d'aucune observation ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : I.- Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :
Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan de défense contre l'incendie. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 10-1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit un plan de défense contre l'incendie ; OU actualise sa situation administrative de sorte qu'il démontre ne plus être soumis à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Raccordement à une station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18

Thème(s) : Situation administrative, convention de déversement

Prescription contrôlée :

<p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p>
--

Constats :

<p>L'exploitant n'a pas sollicité d'autorisation de déversement d'effluents industriels auprès de la ou des autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p>
--

<p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.</p>
--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

<p>L'exploitant sollicite une autorisation de déversement d'effluents industriels auprès de la ou des autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte et, le cas échéant, une convention de déversement ;</p>

<p>OU</p>

<p>Il démontre ne déverser aucun effluent industriel dans le réseau collectif ;</p>

<p>OU</p>

<p>Il actualise sa situation administrative de sorte qu'il démontre ne plus être soumis à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois). Il se conforme, le cas échéant, à la réglementation applicable aux installations classées sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2714.</p>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, mesures qualitatives
--

Prescription contrôlée :

<p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas effectué les mesures des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant effectue une mesure de la qualité des eaux rejetées pour les paramètres visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 ;</p> <p>OU</p> <p>Il actualise sa situation administrative de sorte qu'il démontre ne plus être soumis à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois). Il se conforme, le cas échéant, à la réglementation applicable aux installations classées sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2714.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fait procéder aux vérifications des dispositifs de protection contre la foudre mis en place en 2013.</p>

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite à la modification de la rubrique 2714, le site relève du régime de l'enregistrement. L'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 reste applicable cependant, au titre de l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999. L'exploitant se conforme aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ; OU Il actualise sa situation administrative de sorte qu'il démontre ne plus être soumis à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, risque de pollution
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans les réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée : l'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égal à 250L, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, doit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 l si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.
Constats : La cuve de carburant aérienne est placée sur une rétention maçonnée. Aucune quantité d'eau n'est présente dans la rétention, l'exploitant déclare n'avoir procédé à aucun pompage. L'étanchéité de la rétention n'est pas assurée. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Vérifier et rétablir l'étanchéité de la rétention de la cuve de carburant, dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Réseau de collecte des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, séparation des eaux
Prescription contrôlée : <p>Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite, réalisée en 2018, un plan du système de gestion des eaux a été demandé à l'exploitant. Ce plan n'a pas été produit.</p> <p>L'exploitant déclare que les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau de collecte de la zone industrielle, que les eaux d'assainissement sont rejetées dans le réseau collectif, enfin, que les eaux pluviales de la zone de la station de carburant passent par un déshuileur avant rejet au fossé qui longe de la voie ferrée.</p> <p>Il informe en outre l'inspection qu'aucun aménagement spécifique n'est prévu pour la réalisation d'un prélèvement au niveau des exutoires.</p> <p>L'inspecteur n'est pas en mesure d'apprécier si le point de rejet des eaux de la station de carburant au fossé permet un prélèvement du fait de son recouvrement par un roncier.</p> <p>L'exploitant déclare que cette végétation n'est plus entretenue pour mettre fin aux intrusions.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 37 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant justifie de la possibilité de procéder à des prélèvements à l'exutoire des eaux de ruissellement de la zone station de carburant.</p> <p>ET/OU</p> <p>Il actualise la situation administrative de la rubrique 1435 selon une des modalités indiquées au point de contrôle n°2, le cas échéant en procédant à la cessation d'activité de la station.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Débourbeur déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales collectées sur les aires étanches doivent transiter par un débourbeur déshuileur avant rejet au réseau public. Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'art. Il doit être régulièrement entretenu et Les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.
Constats : L'aire étanche de la station carburant est raccordée à un débourbeur-déshuileur. L'exploitant déclare qu'une fuite survenue sur l'appareil de distribution de carburant le 29/07/2025 (pour 1200L) a donné lieu à une opération d'entretien dudit débourbeur-déshuileur. L'exploitant n'a pas présenté de facture de curage/entretien, ni de bordereau de suivi de déchet. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 41 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999. Le déversement accidentel du 29/07/2025 n'a pas été porté à la connaissance du préfet ou de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 30 jours : L'exploitant transmet les justificatifs des opérations d'entretien du débourbeur-déshuileur réalisées en 2025 ainsi que du traitement des déchets associées au sein de la filière appropriée. L'inspection demande en outre la transmission d'un rapport d'incident, lequel peut-être établi à partir de la "fiche de notification d'accident/incident" du BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels), ou par télédéclaration sur le site demarches.service-public.gouv.fr . La déclaration des incidents et accidents sera obligatoirement effectuée en ligne à l'adresse indiquée supra à compter du 1er janvier 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours